Rapporteur : **Monsieur Jean-Pierre ABELIN**

OBJET : Développement des usages des Technologies de l'information et de la communication – Adhésion de la commune de Châtellerault à l'association « Villes Internet »

Mesdames, Messieurs,

Créée le 23 janvier 2002, l'association « Villes Internet » a pour mission de prendre en charge et/ou d'accompagner toute initiative pouvant contribuer à valoriser, développer et diffuser les usages citoyens des technologies de l'information et de la communication (T.I.C), tout particulièrement au niveau des collectivités territoriales.

A ce titre, différentes actions sont menées par cette association, notamment la mise en oeuvre du Label Ville Internet.

Le Label Ville Internet a pour objet de valoriser les politiques locales pour le déploiement des usages de l'internet par les citoyens. Il est financé exclusivement par des fonds publics, notamment l'adhésion des collectivités territoriales à l'association « Villes Internet » qui le met en oeuvre.

L'association « Villes Internet » remet chaque année, depuis 1999, le label « Ville Internet » aux communes de toute taille qui mettent en oeuvre une politique significative en matière de démocratisation des TIC et de leurs usages citoyens (accès publics, mise en réseau des acteurs, services aux habitants, usages internes, administration électronique, information des habitants, débat...

Ce Label (symbolisé par un panneau de 1 à 5 arobases) permet à la collectivité locale, quelle que soit sa taille, d'évaluer, de montrer et de faire reconnaître la mise en oeuvre d'un Internet local citoyen à la disposition de chacun dans l'intérêt général.

La participation au Label Ville Internet permet à la commune de bénéficier :

- d'une auto-évaluation de sa politique Internet globale ;*
- d'un véritable outil de reconnaissance pour l'engagement de l'élu et le travail de l'équipe municipale ;*
- d'une comparaison avec les autres collectivités en inscrivant la collectivité dans un panorama national ;*
- d'une visibilité de sa politique TIC auprès de ses citoyens ;*
- d'un outil pour l'attractivité de son territoire.*

* * * * *

VU les statuts de l'association « Ville Internet » annexés à la présente délibération ;

CONSIDÉRANT que la cotisation des communes membres de l'association est basée sur un montant de 0,04 € par habitant par an, et qu'afin d'assurer l'organisation, la gestion et la communication afférente à la participation de chaque ville, des frais de dossier sont versés par les collectivités participantes au Label Ville Internet ;

CONSIDÉRANT que l'adhésion à l'association « Villes Internet » permet de bénéficier d'une exemption des frais de dossier de participation au Label, soit au maximum 1 400 € ;

CONSIDÉRANT que l'assemblée générale de l'association réunie le 15 décembre 2009 a décidé de permettre aux collectivités qui le souhaitent d'être membre invité pendant une année à titre gratuit ;

CONSIDÉRANT que la commune de Châtellerault souhaite valoriser ses politiques locales pour le déploiement des usages de l'internet et des technologies de l'information et de la communication ;

CONSIDÉRANT que la commune de Châtellerault souhaite participer en 2010 au label Ville Internet ;

* * * * *

Le conseil municipal, après en avoir délibéré :

- autorise l'adhésion de la commune à l'association « Ville Internet » en qualité de membre invité et sa participation en 2010 à l'évaluation nationale du label Ville internet ;
- désigne, conformément aux statuts de l'association, Monsieur le maire comme représentant au sein de l'association ;
- autorise le maire ou son représentant à signer le bulletin d'adhésion et tout document relatif à ce dossier.

La dépense prévisionnelle correspondant à la cotisation due par la commune de Châtellerault pour l'année 2011 (correspondant au montant de 0,04 € par habitant) sera imputée sur la ligne budgétaire 023 / 6281 /1100 N

UNANIMITE

Certifiée exécutoire
Par le maire de la ville de Châtellerault
Transmis à la sous-préfecture le 30 mars 2010
Publié en mairie le 29 mars 2010

Pour ampliation,
Pour le maire et par délégation,
Le directeur général adjoint des services
Philippe Turbault